



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 4 avril 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, février 2007

2

Le rythme record des intentions de construction au Canada s'est brusquement interrompu en février puisque la valeur des permis de bâtir a plongé à son plus bas niveau depuis un an. Les municipalités ont délivré pour 4,9 milliards de dollars de permis de bâtir en février, en baisse de 22,4 % comparativement au deuxième total en importance atteint en janvier.

Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation, 2004

7

Indices des prix pour les services de comptabilité, 2005

7

Structure des industries canadiennes, décembre 2006

7

Indicateurs de performance financière des entreprises canadiennes, 2005

8

Nouveaux produits

10



Communiqués

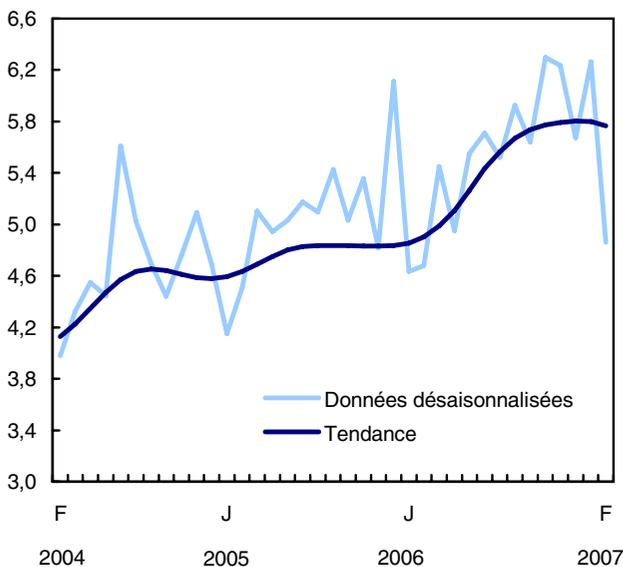
Permis de bâtir

Février 2007

Le rythme record des intentions de construction au Canada s'est brusquement interrompu en février puisque la valeur des permis de bâtir a plongé à son plus bas niveau depuis un an.

La valeur totale des permis est en forte baisse

En milliards de dollars



Les municipalités ont délivré pour 4,9 milliards de dollars de permis de bâtir en février, en baisse de 22,4 % comparativement au deuxième total en importance atteint en janvier. Le niveau a été de 12,0 % en deçà de la moyenne mensuelle de l'an dernier et à son plus bas depuis février 2006.

Le repli noté en février, le plus rapide en 13 mois, s'est produit en raison de la baisse généralisée dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Les intentions ont diminué dans toutes les provinces sauf au Manitoba; six provinces ont subi une baisse de 10 % et plus.

Avant février, les intentions étaient fortes au cours des derniers mois, en raison surtout de l'explosion de la demande d'espaces résidentiels et non résidentiels dans l'Ouest du Canada.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a chuté de 28,7 % pour s'établir à 1,9 milliard de dollars après une progression de 19,9 % en janvier, qui

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

a fait monter en flèche à un niveau record les intentions de construction non résidentielle. Le niveau inscrit en février a été le plus faible depuis avril 2006 et de 10,6 % en deçà de la moyenne de 2006. Le secteur industriel a affiché la diminution la plus marquée.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de bâtir a diminué de 17,8 % pour s'établir à 3,0 milliards de dollars, soit la plus faible valeur observée depuis mars 2005.

Secteur de l'habitation : forte baisse des logements multifamiliaux

Les intentions dans le secteur de l'habitation ont ralenti en février étant donné la forte baisse des permis pour les logements multifamiliaux.

La valeur de ces permis a plongé de 34,4 % pour s'établir à 824 millions de dollars. Il s'agit de la plus faible valeur en 13 mois et du deuxième plus bas niveau enregistré depuis décembre 2004. Les municipalités ont approuvé la construction de seulement 7 120 logements multifamiliaux, en baisse de 27,4 %, soit le niveau le plus faible en un peu plus d'un an.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a reculé de 9,0 % pour s'établir à 2,2 milliards de dollars, après avoir atteint un niveau record en janvier. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré en huit mois.

Les municipalités ont approuvé la construction de 9 160 logements unifamiliaux, en baisse de 7,3 % comparativement à janvier et de 7,7 % comparativement à la moyenne de 2006.

La tendance du nombre de logements approuvés dans le secteur résidentiel est légèrement à la baisse depuis août 2006. Antérieurement, la croissance avait été presque ininterrompue depuis le début de 2005.

Toutefois, il y a plusieurs facteurs qui pourraient tout de même soutenir la demande de logements, notamment la forte croissance de l'emploi, l'augmentation du revenu disponible, la confiance élevée des consommateurs, l'immigration et la migration interprovinciale, les taux hypothécaires favorables et le faible taux d'inoccupation des appartements dans les divers centres.

Par ailleurs, le prix des nouvelles maisons continue d'augmenter fortement dans l'Ouest du Canada, et les stocks de maisons neuves invendues sont à la hausse depuis août 2006.

À l'échelon provincial, c'est l'Ontario qui a subi la plus forte perte (en dollars) de la valeur totale des permis de construction résidentielle, puisque cette province a enregistré la plus faible valeur depuis décembre 2001, soit 1,0 milliard de dollars.

construction résidentielle a fait un bond de 36,7 % et a atteint 35 millions de dollars.

Construction non résidentielle : La baisse généralisée interrompt un semestre de forte croissance

La chute des intentions de construction non résidentielle en février est survenue après plusieurs mois remarquables dans la deuxième partie de 2006 et en janvier cette année.

Les intentions de construction non résidentielle ont fléchi dans toutes les provinces, sauf au Manitoba. La diminution a été de 10 % et plus dans la plupart des cas. La plus forte baisse (en dollars) de loin s'est produite en Ontario (-43,9 %, soit 770 millions de dollars), province qui avait atteint un sommet en janvier en enregistrant une progression de 79,0 %.

La plus forte baisse s'est produite dans le secteur industriel, où la valeur des permis a plongé de 53,3 % pour s'établir à 308 millions de dollars en février, soit le niveau le plus bas depuis avril 2006, après une progression de 48,2 % en janvier. Le niveau atteint en février a été de 18,4 % en deçà de la moyenne mensuelle de l'an dernier.

La tendance des intentions de construction industrielle a été à la hausse tout au long de l'année dernière, mais, au cours des trois derniers mois, elle est restée relativement stable.

Le repli dans le secteur industriel s'explique en grande partie par la baisse des intentions de construction d'usines en Ontario.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a chuté de 20,2 % pour s'établir à 1,1 milliard de dollars. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré depuis février 2006 et de la troisième baisse depuis quatre mois. La valeur affichée en février a été de 11,0 % en deçà de la moyenne mensuelle de l'an dernier. Le recul dans cette composante s'explique principalement par la diminution des intentions de construction d'immeubles à bureaux.

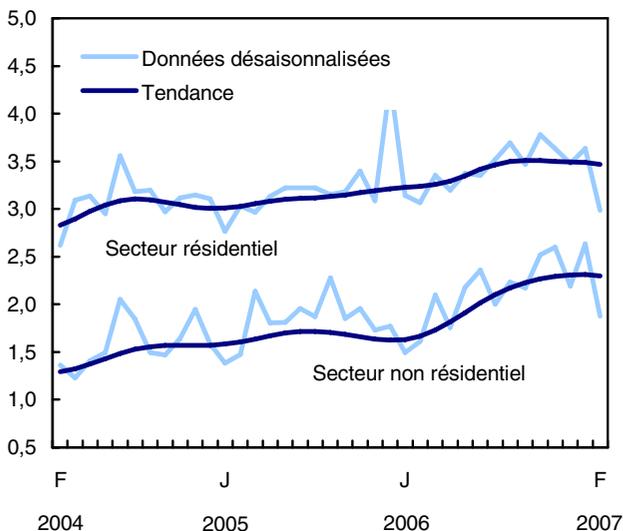
Le recul des permis de construction commerciale s'est produit dans huit provinces, et les plus fortes baisses (en dollars) ont eu lieu en Alberta, au Québec et en Ontario. En Alberta, la valeur des permis de construction commerciale, soit 187 millions de dollars, a été la plus faible depuis septembre 2005.

En revanche, la Colombie-Britannique et le Manitoba ont enregistré une progression mensuelle des permis de construction commerciale, en raison principalement des projets d'immeubles du commerce et des services dans les deux provinces.

Dans le secteur institutionnel, la valeur des permis a reculé de 20,7 % pour s'établir à 498 millions de dollars, après une progression de 71,5 % en janvier. Il s'agit

Diminutions importantes dans les secteurs résidentiel et non résidentiel

En milliards de dollars



Il y a eu aussi de fortes baisses en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec. Tout comme en Ontario, la situation s'explique par la diminution des logements unifamiliaux et des logements multifamiliaux.

La valeur des permis de construction résidentielle n'a augmenté que dans trois provinces, et ce, de façon très modeste en général. Toutefois, à Terre-Neuve-et-Labrador, la valeur des permis de

d'un niveau inférieur de 4,3 % à la moyenne mensuelle de 2006, qui a été une année remarquable pour les projets de construction institutionnelle.

Les principaux facteurs qui expliquent la diminution dans la composante institutionnelle ont été la forte baisse dans la catégorie des établissements médicaux en Ontario et au Québec et dans les intentions pour les écoles en Colombie-Britannique. Ils n'ont été que partiellement contrebalancés par une forte progression en Alberta, où la valeur des permis pour les écoles et les établissements médicaux a fortement augmenté.

Malgré ce qui s'est produit en février, plusieurs facteurs pourraient avoir un effet favorable sur les intentions de construction non résidentielle. Mentionnons notamment la forte croissance récente des bénéfices d'exploitation des entreprises, la diminution du taux d'inoccupation dans les immeubles à bureaux, les intentions des entreprises et des administrations publiques d'augmenter leurs dépenses en construction non résidentielle en 2007, selon la plus récente Enquête sur les investissements privés et publics, et les taux d'intérêt encore avantageux.

Régions métropolitaines : recul marqué à Toronto et à Vancouver

La valeur des permis dans les 34 régions métropolitaines de recensement a représenté 70 % de la valeur totale des permis en février.

Parmi ces 34 régions, 20 ont enregistré une baisse de la valeur de leurs permis de construction

comparativement à janvier. En dollars, les plus fortes pertes ont été subies à Toronto et à Vancouver.

À Vancouver, la baisse s'est manifestée dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. À Toronto, elle est attribuable à la baisse marquée de la demande de nouveaux logements.

En revanche, la plus forte progression (en dollars) s'est produite à Winnipeg, qui a connu des augmentations dans les deux secteurs.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de février 2007 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de mars sera diffusé le 7 mai.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Janvier 2007 ^r	Février 2007 ^p	Janvier à février 2007	Janvier à février 2006	Janvier à février 2007	Janvier-février 2006 à Janvier-février 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
St. John's	23,3	24,5	5,2	54,9	47,8	-12,8
Halifax	31,4	25,5	-18,6	91,0	56,9	-37,4
Moncton	10,5	14,3	36,6	20,0	24,7	23,4
Saint John	21,3	21,3	0,2	28,5	42,6	49,6
Saguenay	4,2	5,9	39,1	10,2	10,2	-0,5
Québec	96,8	113,9	17,7	175,9	210,7	19,8
Sherbrooke	17,5	24,0	37,2	73,6	41,4	-43,7
Trois-Rivières	17,6	13,2	-25,1	39,0	30,7	-21,2
Montréal	467,2	428,6	-8,3	935,4	895,8	-4,2
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	228,7	166,4	-27,2	266,9	395,1	48,0
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	43,8	31,8	-27,5	79,0	75,6	-4,2
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	184,8	134,6	-27,2	187,9	319,4	70,0
Kingston	10,5	8,6	-18,4	17,2	19,2	11,4
Peterborough	2,1	6,5	208,6	21,2	8,6	-59,5
Oshawa	100,0	28,3	-71,7	153,3	128,3	-16,3
Toronto	1 243,6	926,1	-25,5	1 623,9	2 169,8	33,6
Hamilton	84,3	66,1	-21,6	163,9	150,4	-8,2
St. Catharines-Niagara	20,0	34,3	71,7	58,5	54,3	-7,2
Kitchener	41,2	62,2	51,0	153,8	103,4	-32,8
Brantford	9,1	9,9	8,6	37,3	19,0	-49,0
Guelph	12,7	33,4	163,4	40,4	46,1	14,2
London	72,2	49,4	-31,5	163,9	121,6	-25,8
Windsor	20,3	21,9	7,9	111,5	42,1	-62,2
Barrie	15,2	14,0	-8,2	78,2	29,2	-62,7
Grand Sudbury	110,1	6,1	-94,5	10,5	116,2	1 002,9
Thunder Bay	10,2	4,5	-55,9	17,6	14,7	-16,2
Winnipeg	66,0	92,7	40,5	144,3	158,8	10,1
Regina	33,3	14,6	-56,3	45,2	47,8	5,7
Saskatoon	46,3	37,3	-19,6	63,8	83,6	31,1
Calgary	435,2	342,0	-21,4	656,9	777,2	18,3
Edmonton	348,7	281,7	-19,2	479,1	630,4	31,6
Kelowna	34,2	46,4	35,5	63,8	80,6	26,3
Abbotsford	48,9	28,8	-41,1	42,5	77,7	82,7
Vancouver	653,4	428,4	-34,4	768,8	1 081,8	40,7
Victoria	82,8	66,8	-19,3	103,3	149,6	44,9

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Janvier 2007 ^r	Février 2007 ^p	Janvier à février 2007	Janvier à février 2006	Janvier à février 2007	Janvier-février 2006 à Janvier-février 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	6 264,7	4 862,4	-22,4	9 314,3	11 127,2	19,5
Résidentiel	3 632,7	2 985,1	-17,8	6 208,3	6 617,8	6,6
Non résidentiel	2 632,0	1 877,4	-28,7	3 106,0	4 509,4	45,2
Terre-Neuve-et-Labrador	43,5	40,6	-6,5	74,7	84,1	12,6
Résidentiel	25,7	35,2	36,7	62,8	60,9	-3,0
Non résidentiel	17,7	5,5	-69,2	11,9	23,2	95,4
Île-du-Prince-Édouard	12,1	9,8	-18,6	22,7	21,9	-3,3
Résidentiel	9,0	7,9	-12,6	17,6	17,0	-3,5
Non résidentiel	3,0	1,9	-36,6	5,1	4,9	-2,9
Nouvelle-Écosse	79,0	65,4	-17,2	185,5	144,4	-22,1
Résidentiel	58,1	54,0	-7,1	141,8	112,1	-21,0
Non résidentiel	20,9	11,4	-45,2	43,6	32,3	-26,0
Nouveau-Brunswick	59,0	57,9	-1,8	155,7	117,0	-24,9
Résidentiel	38,8	38,1	-1,8	77,8	77,0	-1,1
Non résidentiel	20,2	19,8	-1,8	77,9	40,0	-48,7
Québec	962,9	860,9	-10,6	1 788,6	1 823,8	2,0
Résidentiel	634,1	589,6	-7,0	1 174,5	1 223,7	4,2
Non résidentiel	328,7	271,3	-17,5	614,1	600,0	-2,3
Ontario	2 633,7	1 741,8	-33,9	3 522,3	4 375,5	24,2
Résidentiel	1 259,4	971,5	-22,9	2 295,3	2 230,9	-2,8
Non résidentiel	1 374,3	770,3	-43,9	1 227,1	2 144,6	74,8
Manitoba	114,5	142,0	24,0	211,5	256,4	21,2
Résidentiel	78,5	85,3	8,7	143,8	163,8	13,9
Non résidentiel	36,0	56,7	57,4	67,8	92,7	36,8
Saskatchewan	103,1	93,9	-9,0	142,0	197,0	38,7
Résidentiel	61,7	62,7	1,6	73,0	124,5	70,6
Non résidentiel	41,4	31,1	-24,8	69,1	72,5	5,0
Alberta	1 173,6	996,6	-15,1	1 754,8	2 170,2	23,7
Résidentiel	745,8	612,3	-17,9	1 226,7	1 358,0	10,7
Non résidentiel	427,8	384,3	-10,2	528,1	812,1	53,8
Colombie-Britannique	1 073,5	833,5	-22,4	1 450,8	1 907,0	31,4
Résidentiel	717,4	522,4	-27,2	990,4	1 239,8	25,2
Non résidentiel	356,1	311,1	-12,6	460,4	667,2	44,9
Yukon	4,4	16,8	280,2	4,8	21,3	340,9
Résidentiel	2,7	3,6	33,8	4,6	6,2	36,0
Non résidentiel	1,8	13,3	649,9	0,3	15,1	5 779,3
Territoires du Nord-Ouest	4,2	0,9	-78,7	0,7	5,0	617,9
Résidentiel	0,1	0,2	42,6	0,1	0,4	290,2
Non résidentiel	4,0	0,7	-83,2	0,6	4,7	667,3
Nunavut	1,4	2,2	65,2	0,0	3,6	...
Résidentiel	1,3	2,2	69,0	0,0	3,6	...
Non résidentiel	0,0	0,0	-100,0	0,0	0,0	...

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation

2004

Il est maintenant possible de consulter le fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation (ECDBP) de 2004. Ce fichier comprend des données recueillies auprès de plus de 20 000 répondants âgés de 15 ans et plus résidant dans un ménage privé de l'une des provinces.

Le fichier de microdonnées à grande diffusion fournit des renseignements à l'échelon provincial sur la façon dont les Canadiens s'y prennent pour faire des dons d'argent et de biens à des organismes sans but lucratif et de bienfaisance ainsi que du bénévolat au sein de ces organismes, pour offrir de l'aide directe à autrui et pour participer à titre de membres de divers groupes et organismes. Le fichier comprend également des données sociodémographiques ainsi que des données sur le revenu et sur la population active.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4430.

Le produit *Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation - fichier de microdonnées à grande diffusion, 2004*, est offert sur CD-ROM (89M0017XCB, 1 500 \$), avec documentation complète, y compris le guide de l'utilisateur et le dictionnaire de données.

Les premiers résultats de l'ECDBP de 2004 ont été publiés dans *Le Quotidien* du 5 juin 2006. Cette parution comportait également la publication *Canadiens dévoués, Canadiens engagés : Points saillants de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation, 2004* (71-542-XIF, gratuite), accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (71-542-XPF, 20 \$) est également en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour commander le CD-ROM, pour obtenir plus de renseignements sur les produits et les services connexes ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3321 ou composez sans frais le 1-800-461-9050 (*des@statcan.ca*), Division des enquêtes spéciales. Télécopieur : 613-951-4527. ■

Indices des prix pour les services de comptabilité

2005

Il est maintenant possible de consulter les indices des prix pour les services de comptabilité (IPSC) révisés

pour 2004 ainsi que les indices provisoires pour 2005. L'IPSC mesure les variations des prix pour les services de comptabilité, y compris la vérification, la comptabilité et la préparation de déclarations de revenus.

En 2005, l'IPSC s'est accru de 3,9 % pour atteindre 119,2 (2000=100), en baisse par rapport à la variation révisée de 4,6 % inscrite en 2004. De 1999, année où ces indices ont été établis, à 2005, les prix pour les services de comptabilité ont augmenté de 26,4 %.

En 2005, toutes les catégories de services de comptabilité ont marqué des hausses de prix. À l'échelle nationale, les hausses ont varié entre 2,8 % pour la comptabilité et la compilation et 5,4 % pour la préparation des déclarations de revenus des particuliers et des entreprises non constituées en société.

Les hausses de prix que l'Alberta a connues ont contribué à la progression de 5,4 % du prix d'ensemble des services de comptabilité dans la région des Prairies, soit la plus forte augmentation régionale observée au Canada. La Colombie-Britannique a suivi, ayant enregistré une hausse de 4,2 %, tandis que la région de l'Atlantique a affiché la plus faible croissance en 2005 (+3,4 %).

Les indices des prix pour les services de comptabilité sont offerts tant à l'échelle nationale qu'à l'échelon régional.

Données stockées dans CANSIM : tableau 326-0014.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2334.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (*prices-prix@statcan.ca*) ou avec Monique Beyrouti au 613-951-1673 (*monique.beyrouti@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539. ■

Structure des industries canadiennes

Décembre 2006

Le CD-ROM *Structure des industries canadiennes* fournit des comptes d'établissements actifs selon des variables telles que les régions géographiques, l'industrie et les tranches d'effectif.

Ce produit est extrait du Registre des entreprises, qui est un répertoire d'information reflétant la population des entreprises canadiennes.

En décembre 2006, le nombre d'établissements actifs au Canada était de 2 331 337. Les données

portant sur la Structure des industries canadiennes (SIC) sont maintenant offertes sur disque compact. Ces données sont présentées selon la Classification géographique type (édition de 2001), selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN 2007) et selon les tranches d'effectif.

La nouvelle version du SCIAN 2007 vient remplacer celle du SCIAN 2002 dans l'édition du SIC de décembre 2006. Cependant, la majorité des changements ont lieu dans les limites du secteur. Un tableau de concordance, qui explique la relation entre le SCIAN 2002 et le SCIAN 2007, fait également partie du produit SIC.

Nota : La Classification type des industries n'est plus offerte dans le produit SIC.

Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 1105.

L'édition de décembre 2006 du CD-ROM *Structure des industries canadiennes* (61F0040XCB) est maintenant en vente. Le prix du produit varie entre 150 \$ et 2 000 \$, selon le nombre de tableaux ou le nombre de cellules demandées. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Beau Cinnamon au 613-951-9021 (BRDInfoDRE@statcan.ca) ou avec Alex Côté au 613-951-0829, Division du registre des entreprises. ■

Indicateurs de performance financière des entreprises canadiennes 2005

La série *Indicateurs de performance financière des entreprises canadiennes* pour 2005 est maintenant en vente (trois volumes) en format CD-ROM. Elle est une source de référence fiable des principaux ratios financiers pour de nombreuses branches d'activité au Canada.

Le volume 1 porte sur les grandes entreprises constituées en sociétés des secteurs financier et non financier, à l'échelle nationale. À partir de la version de 2004, le volume 1 des *Indicateurs de performance financière des entreprises canadiennes* comprend les entreprises ayant des recettes de ventes annuelles de plus de 25 millions de dollars.

Le volume 2 porte sur les moyennes entreprises constituées en sociétés du secteur non financier, à l'échelle nationale, dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 5 millions de dollars et 25 millions de dollars.

Le volume 3 porte sur les petites entreprises constituées en sociétés, dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 30 000 \$ et 5 millions de dollars, du secteur non financier, aux échelles nationale, provinciale et territoriale et pour les régions de l'Atlantique et des Prairies.

Les données montrent que les ratios de rentabilité médians des entreprises des trois groupes se sont améliorés pour une deuxième année consécutive.

Les grandes sociétés ont enregistré une marge bénéficiaire d'exploitation médiane de 2,7 % en 2005, en hausse par rapport à celles de 2,6 % et de 2,3 % notées en 2004 et en 2003 respectivement.

Les marges bénéficiaires d'exploitation médianes des moyennes entreprises s'établissaient à 2,8 % en 2005, à 2,6 % en 2004 et à 2,3 % en 2003. Celles des petites entreprises se situaient à 4,0 % en 2005, à 3,5 % en 2004 et à 3,1 % en 2003.

Le volume 3 comprend en outre une répartition des ratios pour les petites entreprises à l'échelon provincial. Compte tenu de l'activité économique vigoureuse attribuable aux secteurs du pétrole et du gaz naturel, des mines et de la construction, il n'est pas surprenant que l'Alberta ait affiché la marge bénéficiaire d'exploitation médiane la plus élevée (7,0 %) en 2005.

Cette série est fondée sur des données à jour, fiables et exhaustives concernant les entreprises canadiennes. Ces données sont tirées des bases de données de Statistique Canada sur les états financiers.

Le CD-ROM permet aux utilisateurs de comparer le rendement de leur entreprise à celui de leur branche d'activité en ce qui a trait à la rentabilité, au rendement et au risque d'entreprise. Il peut aussi servir aux comparaisons entre branches d'activité.

Ce CD-ROM offre des données pour trois années de référence (2003, 2004 et 2005). Il offre toute une gamme de ratios financiers et un bilan sous forme de pourcentages par secteur et par branche d'activité au Canada. Les données compilées sont basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN 2002).

Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2510.

La publication *Indicateurs de performance financière des entreprises canadiennes* (61-224-XCB, tous les volumes, 1 045 \$; volumes 1, 2 et 3, échelle nationale, 590 \$; volume 1, 240 \$; volume 2, 240 \$; volume 3, échelle nationale, 240 \$; volume 3, province, territoire ou région, 240 \$ chacun) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des renseignements généraux ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-263-1136 ou avec Louise Noel au 1-888-811-6235 (louise.noel@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Danielle Lafontaine-Sorgo au 613-951-2634 (danielle.lafontaine-sorgo@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie. ■

Nouveaux produits

La revue canadienne de productivité : La productivité multifactorielle au Canada : une évaluation de diverses méthodes d'estimation des services de capital, n^o 9
Numéro au catalogue : 15-206-XIF2007009
(gratuit).

Structure des industries canadiennes,
décembre 2006
Numéro au catalogue : 61F0040XCB
(prix variés).

Indicateurs de performance financière des entreprises canadiennes, 2003 à 2005
Numéro au catalogue : 61-224-XCB
(prix variés).

Les indices de mission canadienne à l'étranger,
avril 2007
Numéro au catalogue : 62-013-XIF
(gratuit).

Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation : fichier de microdonnées à grande diffusion, 2004
Numéro au catalogue : 89M0017XCB (1 500\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-Xif (4) 11-010-150-00000001



Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Heure d'été déclinée à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail et les services de transport urbain, soit le métro le plus fréquenté ou celui des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les télécommunications à court terme 10
- Aides en formes pécuniaires, septembre 1996 et les 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.